



Thinking Africa

NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

L'ARMEE DE RESISTANCE DU SEIGNEUR ET LES
MENACES TRANSFRONTALIERES : DES REPONSES
SECURITAIRES REGIONALES INSUFFISANTES ET
TROP PEU COORDONNEES

Par Adolphe Agenonga Chober,
diplômé d'Etudes supérieures en relations internationales et titulaire
d'un diplôme de mérite décerné par l'Université de Kisangani

RESUMÉ/ABSTRACT

Cette note d'analyse examine les menaces transfrontalières auxquelles une partie de la région des Grands Lacs africains, comprise entre la République Centrafricaine (RCA), la République Démocratique du Congo (RDC) et le Soudan du Sud, est confrontée à la suite de la dispersion des combattants de l'Armée de résistance du seigneur (LRA), un groupe politico-religieux d'origine ougandaise. Concrètement, notre préoccupation consiste à analyser les facteurs ayant favorisé la dispersion et la persistance de ces combattants dans la sous-région, les motivations réelles cachées derrière leurs revendications et les conséquences sécuritaires qui en découlent. Enfin, il sera question d'examiner les stratégies mises en place pour contenir ces menaces et quelques pistes de solution.

This note of analysis tries to examine the threats to which a part of the African Great lakes region located between the Central African Republic, the Democratic Republic of Congo (RDC) and South Sudan is confronted after the scattering of the Lord Resistance Army (LRA) combatants, a politico-religious group from Ugandan. Concretely, our preoccupation consists of analyzing the factors having encouraged the scattering and the persistence of these fighters in the under-region, the real motivations hidden behind their demands and the consequences on the security ensue some. Finally, he/it will be question of examining the strategies setting up to contain these threats and some tracks of solution.

CONTEXTE

Le triangle compris entre la RCA, la RDC et le Soudan du Sud est frappé, de plein fouet, par les attaques terroristes de la LRA. De nombreuses opérations ont été engagées pour neutraliser cette nébuleuse sans pour autant y parvenir.

La persistance de ce groupe semble devenir un éternel défi dans cette partie de l'Afrique. Des raids récents menés à Obo (RCA) et à Bongo (RDC) contre les populations civiles en début et mi-juin 2016 démontrent à suffisance que ces combattants sont en mesure de défier les forces de sécurité déployées dans la région.

IDEES MAJEURES

- La LRA constitue une menace sécuritaire pour les populations d'une région lointaine à l'Ouganda dont elle a tiré son origine ;
- En dépit des opérations militaires dirigées ce groupe, il persiste toujours ;
- Il s'illustre par des attaques sporadiques contre certains villages de la région ;
- A chaque incursion, les populations de cette région assistent impuissamment aux rapt, aux pillages des biens de valeur et de la ration alimentaire.

PROBLEMATIQUES

Pourquoi la LRA persiste-t-elle malgré de nombreuses opérations déployées pour la neutraliser ?

Pourquoi s'en prend-elle aux régions lointaines de l'Ouganda dont elle est originaire ?

Quelles sont les conséquences sécuritaires de son incursion dans ces régions ?

Comment parvenir à contrecarrer cette menace ?

MOTS CLES

LRA, Menaces, RCA, RDC, Soudan du sud

L'ARMÉE DE RESISTANCE DU SEIGNEUR ET MENACES TRANSFRONTALIÈRES : Des réponses sécuritaires régionales insuffisantes et trop peu coordonnées

La RCA, la RDC et le Soudan du Sud devenus, actuellement, l'épicentre des menaces de la LRA, ont assisté impuissamment à la dispersion des combattants de la LRA sur leur sol, suite à la débâcle infligée en 2005 par l'armée ougandaise (UPDF), au Nord de l'Ouganda. La zone comprise entre ces trois pays a été durement frappée par les menaces de ce groupe dont la base était établie, au départ, entre le Nord de l'Ouganda et le Sud de ce qui est devenu le Soudan du Sud. Cette période est marquée par l'escalade des violences dans la région à cause des rivalités politiques persistantes qui ont entraîné l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat dans la zone où sévit la LRA. A cette époque, la RDC dont le territoire a servi de couloir pour l'incursion de ce groupe en RCA se trouvait encore en pleine reconstruction en vue de rétablir l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national, après cinq ans de guerre alimentée par la coalition ougando-rwandaise ayant entraîné l'effondrement de l'Etat. De son côté, la RCA était confrontée à une spirale des conflits depuis l'éviction du président Ange-Félix Patassé par François Bozize. Cela a cristallisé la frustration d'autres politiques qui n'ont pas hésité à contester, armes à la main, le nouveau régime. Dans l'entretemps, Khartoum n'avait plus le contrôle effectif de la partie australe du Soudan, qui était en marche vers le référendum d'autodétermination.

C'est dans ce contexte géopolitique régional marqué par des rivalités récurrentes que cette partie de l'Afrique centrale s'est transformée en une pétaudière. Les populations civiles de cette région sont à la merci des attaques de la LRA. Raison pour laquelle ce groupe a été classé par les Etats-Unis d'Amérique (USA), en 2001, sur la liste des réseaux terroristes¹.

En revanche, l'Ouganda, dont le régime était la première cible de ce groupe, est désormais à l'abri des attaques de la LRA, alors que le centre de gravité de ces menaces est déplacé en RCA, en RDC et au Soudan du Sud, trois Etats dont les populations sont régulièrement visées par les actions terroristes de ce groupe. En RCA, au cours du mois de juin 2016, la région d'Obo² a subi trois attaques de ce groupe en deux semaines. En

1. International Crisis Group, *L'Armée de résistance du seigneur : une stratégie régionale pour sortir de l'impasse*, Rapport Afrique N°157 – 28 Avril 2010, p.2.

2. RFI, RCA: à Obo, les habitants sont excédés par l'inaction des forces ougandaises. Disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20160615-rca-ouganda-lra-centrafrique-manifestations-obo-lutte>, consulté le 17 juin 2016.

RDC, dans le territoire de Bondo, au cours du même mois des villages entiers ont été pillés et des dizaines des personnes kidnappées par des combattants supposés appartenir à cette nébuleuse³. Le Soudan du Sud semble observer une période d'accalmie relative. Quelles sont l'origine et les revendications de la LRA ? Comment est-elle parvenue à se disséminer dans cette région ? Le paragraphe suivant tente de répondre à ces questions.

I. Origines, ramifications et revendications de la LRA

La LRA est un mouvement rebelle ougandais qui a été chassé du Nord de ce pays où il a longtemps intensifié des attaques contre les civils, dans la région de Gulu (Ouganda) à la frontière du Soudan du Sud. Il est né du vestige d'une rébellion farouchement opposée au régime de Kampala, le Mouvement du Saint-Esprit (Holly Spirit Movement) de la prêtresse Alice Lakwena, la tante de Joseph Kony, tête pensante de la LRA⁴. Cette dernière aurait été créée en 1987 après le revers sanglant infligé à Lakwena par l'Armée révolutionnaire nationale (National Revolutionary Army, NRA) du président Yoweri Kaguta Museveni, au pouvoir depuis un an à l'époque, après avoir évincé Idi Amin Dada, l'ancien président ougandais.

Kony a beaucoup puisé dans le patrimoine idéologique de sa tante, elle-même inspirée par une conception messianique selon laquelle elle était chargée par le saint esprit de construire une armée dans le but de libérer l'Ouganda du joug de la NRA pour instaurer une société où l'homme serait purgé afin de se réconcilier avec la nature⁵.

Issu de la tribu Acholi basée dans le Nord de l'Ouganda, Joseph Kony, qui s'est autoproclamé prophète, délègue des responsabilités à certains collaborateurs et ne participe pas aux rassemblements des troupes. Il reste inconnu de nombre de ses combattants. Guérisseur d'esprit/shaman appelé « Ajwaka » dans la langue Acholi⁶, Kony a fortement été consolidé dans sa lutte par la maîtrise des potions sacrées détournant les balles et des incantations mystiques⁷, techniques héritées de la prophétesse Lakwena qui le rendraient

3. Radio Okapi, *Bas-Uélé : des kidnappings attribués à la LRA à Bondo*. Disponible sur <http://www.radiookapi.net/2016/06/07/emissions/dialogue-entre-congolais/bas-uele-des-kidnappings-attribues-la-lra-bondo>, consulté le 17 juin 2016.

4. Piquemal, L., « La guerre au Nord de l'Ouganda : une "solution militaire" sans issue ? », in *Afrique contemporaine* 2004/1 (n° 209), pp. 141-161.

5. *Ibid.*

6. Steven Spittaels et Filip Hilgert, *Cartographie des motivations derrière les conflits : Province Orientale (RDC)*, Anvers, 2010, p.7.

7. *Ibid.*

invulnérable aux tirs au front. Ce discours démontre clairement que la LRA veut se placer dans la continuité de l'œuvre de Lakwena. C'est cette inspiration qui sous-tend les motivations de la LRA, engagée dans une lutte sans merci visant à fonder, dans le Nord de l'Ouganda, sa région natale, un Etat régenté par les dix commandements bibliques⁸, en lieu et place de la constitution.

Il est très important de souligner que l'émergence de la LRA en Ouganda s'est inscrite dans le contexte de fracture sociale Nord-Sud, du fait que la région australe de ce pays est composée d'une population majoritairement bantoue dont les membres comptaient de nombreuses élites intellectuelles et politiques formées par l'Administration coloniale.

En revanche, la partie septentrionale est composée des nilotiques ou nilo-couchitiques, une société acéphale et fragmentaire moins organisée que le Sud et connaissant une disparité criante de développement par rapport au Sud. La prise du pouvoir par Museveni en 1986 était perçue par les nordistes comme la victoire des Bantous vivant dans une région relativement développée alors que le Nord était abandonné dans une misère et le sous-développement.

Cette domination bantoue sur les nilotiques a cristallisé un sentiment d'oppression et de marginalisation, instrumentalisé par Kony, ce qui a entraîné une adhésion massive du peuple Acholi à la lutte irrédentiste visant à doter ce peuple de son propre Etat. Les opérations militaires déployées par Kampala pour contenir la LRA se sont avérées être des expéditions punitives de l'armée ougandaise qui s'est livrée à des pillages, tortures, tueries et viols collectifs sur les Acholi⁹. Cela ne pouvait que consolider Kony dans sa lutte, en faisant ainsi un rempart contre la terreur de Kampala dans la région.

La forte résistance de la LRA face à l'armée ougandaise était liée au soutien de Khartoum, qui a doté Kony d'une force de frappe de seigneur de guerre. A noter que le régime de Khartoum a, non seulement, autorisé la LRA à se servir de son territoire comme une base arrière mais a aussi octroyé des soutiens militaires pour combattre le régime de Kampala et l'ancien mouvement rebelle soudanais, l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA). Dans ce contexte, la LRA représentait une sérieuse menace pour Kampala qui n'était pas en mesure de la contenir. En 2000, la LRA a commencé à

8. *Ibid.*

9. Piquemal, L., Op. cit., pp.148-149.

s'étendre, au-delà de son fief, pour conquérir les districts de Lira, Apac, Soroti, Katakwi et Kotido plus à l'Est avant de battre en retraite face au déclenchement de l'épidémie de la fièvre hémorragique Ebola¹⁰.

Toutefois, la côte de popularité de la LRA a commencé à dégringoler depuis 1999 à cause de ses pratiques brutales vis-à-vis des peuples Acholi. Pendant que la LRA intensifiait ses crimes dans sa région, l'armée ougandaise qui, elle aussi, s'adonnait aux mêmes pratiques sur cette population a sensiblement corrigé son image au point de devenir une force de proximité.

Au désaveu de la LRA par les Acholi s'ajoute la rupture progressive de la ligne de miel avec Khartoum, un allié de taille pour améliorer ses relations avec Kampala. Le rapprochement entre les deux capitales a changé le cours des événements au point de fragiliser la LRA.

Le bâton n'étant pas l'unique solution pour Kampala, le recours à la carotte a été envisagé à travers une tentative des bons offices et des médiations. Les notables Acholi ont tenté de persuader Kony, en 2002, à renoncer à la force pour des négociations politiques, mais cette démarche a tourné au fiasco. La même année, une vaste opération militaire (*Operation Iron Fists*) n'a pas non plus conduit à la victoire de l'armée ougandaise sur la LRA. Paradoxalement, elle a entraîné les représailles de la LRA contre les populations civiles¹¹.

Au Soudan du Sud, l'Ouganda qui a déployé ses troupes a malheureusement combiné la lutte contre la LRA avec l'exploitation du bois tek¹², une pratique kafkaïenne appelée le commercialisme militaire. Il a souvent été utilisé par l'armée ougandaise dans certaines opérations, notamment lors de la deuxième guerre du Congo par ses officiers pour générer des gains financiers et économiques à ses responsables.

Le tournant décisif dans la lutte contre la LRA a été marqué par les soutiens financiers et logistiques américains à l'armée ougandaise. A cela s'est ajoutée une nouvelle approche consistant au changement des contingents déployés au front face à la LRA. Museveni a décidé de relever les troupes sur le terrain en faveur des membres constitués majoritairement

10. *Ibid*

11. *Ibid.*

12. International Crisis Group, *Op. cit.*, p.1.

de sa communauté Hima, sous-groupe Kole¹³.

La victoire ougandaise à l'intérieur du pays a conduit à la délocalisation de ce groupe dans un non man's land situé entre le Soudan du Sud et la RDC. La RDC a particulièrement offert un terrain fertile à la LRA qui, depuis son incursion en septembre 2005 s'est établie dans le parc de la Garamba à l'extrême Nord-est où ses combattants ont entrepris les activités agricoles, le braconnage et l'exploitation minière¹⁴. A cette période, ce groupe ne s'en prenait pas encore à la population civile congolaise.

Les acteurs de la région ayant compris que la lutte contre la LRA nécessitait une participation régionale, la première proposition dans ce sens a été formulée par le président ougandais, soutenu par la maison blanche dans le cadre de la politique américaine anti-terroriste. A ce titre, avec l'assistance de l'administration américaine, une commission tripartite plus un sur la sécurité régionale dans la région des grands lacs a été créée. Il s'agit d'un cadre réunissant l'Ouganda, le Rwanda, la RDC et le Burundi auquel s'est joint le Soudan du Sud.

Avant d'envisager une solution militaire contre la LRA, cette commission tripartite a donné la chance à la négociation entre Kampala et Kony, sous l'égide du Vice-président du Soudan du Sud, Ryek Machar. Ce dernier a bénéficié de l'appui de l'émissaire de l'ONU pour la région où sévit la LRA, Joachim Chissano, l'ancien président mozambicain. Les négociations censées déboucher sur l'accord de paix le 10 avril 2008 ont échoué à cause de l'atmosphère et surtout l'intransigeance de Kony. A la fin de ce mois, le leader de la LRA qui était invité à nouveau pour conclure l'accord s'était plutôt rendu auprès des notables du Nord, à quelques encablures de Ri-Kwangba au Soudan du Sud¹⁵ auprès desquels il a ajouté de nouvelles exigences, prétendant lutter pour la cause de sa communauté (Acholi) opprimée et abandonnée par Kampala dans le sous-développement¹⁶. L'échec de ces négociations a précipité le déclenchement d'une opération militaire conjointe dénommée Lightning Thunder, dirigée par les Forces Armées de la RDC (FARDC) et l'Armée ougandaise (UPDF)¹⁷ sur laquelle nous reviendrons.

13. *Ibid.* p.5.

14. Spittaels, *op. cit.*, p.7.

15. International Crisis Group, *Op. cit.*, pp.2-3.

16. Van Puijenbroek, J. et Plooijer, N., *How EnLightning is the Thunder? Study on the Lord's Resistance Army in the border region of DR Congo, Sudan and Uganda*, rapport IKV Pax Christi, february, 2009, p. 4.

17. International Crisis Group, *Op. cit.*, p.3.

La régionalisation des opérations contre la LRA a eu comme effet l'intensification des crimes contre les populations civiles dans les zones qui échappent au contrôle des forces armées.

Les populations des régions où opère actuellement cette nébuleuse paient le lourd tribut d'une rébellion interne à l'Ouganda mais transposée dans ces pays à cause de la vacuité du pouvoir public. Cette leçon géopolitique doit davantage amener les institutions en charge de la sécurité à repenser leur politique sécuritaire en vue de préserver l'intégrité territoriale et la sécurité de la population. Il convient alors d'analyser les conséquences sécuritaires de la persistance de la LRA dans la région.

II. Les conséquences sécuritaires de l'activisme de la LRA au niveau régional

Le tableau d'activités terroristes perpétrées par la LRA fait froid au dos, de par le carnage et les déplacements des populations dont elle est responsable. Il a été estimé à plus de 100 000¹⁸ le nombre de personnes tuées par ce groupe à travers la sous-région où elle opère, à savoir à la périphérie de l'Ouganda, dans les Uélé (RDC), au Soudan du Sud et en RCA. Voilà qui prouve en quoi ce groupe représente une menace transfrontalière.

Depuis 2011, plus de 445 000 personnes ont été forcées de quitter leurs ménages à cause de l'activisme de ce mouvement à travers les trois pays de la sous-région, comme décrit ci-haut. Uniquement dans les Uélé (RDC), il a été dénombré 341 000 réfugiés. Même si certains d'entre eux ont commencé à retourner dans leur pays respectif, il n'en reste pas moins vrai que 57 000 sont encore réfugiés et ont besoin d'aide humanitaire au Soudan du Sud. Sur cette liste, 17 419 congolais et 1 128 Centrafricains sont réfugiés dans l'État d'Équatoria occidentale au Soudan du Sud¹⁹.

En RDC, le nombre des personnes enlevées par la LRA est estimé à 621 entre 2010 et 2015. Par ailleurs, au Sud-est de la RCA où sévit la LRA, il a été enregistré des dégâts humains et matériels importants. Elle a décimé des villages entiers dans la région d'Obo au Sud-est de la RCA, notamment Nguili Nguili et Maboussou, où des maisons ont été réduites en cendres par les attaques de ce groupe. Les populations de la région vivant déjà dans une extrême pauvreté ont été dépouillées de leurs maigres biens et contraintes d'abandonner

18. Gourdin, P., *République centrafricaine : géopolitique d'un pays oublié*. Disponible sur <http://www.diploweb.com/Republique-centrafricaine.html>, consulté le 15 mai 2016.

19. Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur, S/2012/421, pp.7-8.

les activités agricoles, leur principal moyen de subsistance. La terreur répandue par ce groupe dans ces villages lui a valu l'appellation des « Tongo-Tongo »²⁰. En 2015, 217 civils ont été kidnappés par ce groupe. Pour la plupart, ces attaques ont visé les zones d'exploitation minière à l'Est de Bria dans l'Ouest de la Haute Kotto dans la préfecture de Haut-Mbomou. De 2010 à 2015, plus de 485 civils ont été enlevés dans la même région²¹. A cela s'ajoutent 17 autres personnes kidnappées le 12 juin 2016, par ce groupe à 45 km d'Obo où est basé le contingent ougandais déployé pour combattre ce groupe. Ces attaques ont été menées dans le seul but de permettre à ces combattants de se ravitailler en ration alimentaire et d'autres biens de valeur.

Paradoxalement, la troupe ougandaise basée dans la région est restée inactive face à ce raid au motif qu'elle n'était pas prête à voler au secours de la population²². Le crédit accordé par les populations de cette région au contingent ougandais sur lequel l'espoir de paix était fondé s'effrite de plus en plus. Des violentes manifestations populaires dirigées contre cette troupe ont été observées suite aux attaques de juin 2016 contre les populations à Obo. Il est même arrivé que certains éléments de cette force se disputent les femmes avec les habitants de la région. A cela s'ajoutent les accusations portées contre d'autres éléments de verser dans l'alcoolisme.

En effet, la léthargie de cette troupe démontre qu'elle n'est pas prête à neutraliser ce groupe pour prolonger sa présence. Les opérations militaires successives menées par l'Ouganda contre la LRA dans la région l'ont davantage éloignée de sa frontière au point qu'elle ne lui représente aucune menace. Il est clair que la participation de l'armée ougandaise dans la lutte contre la LRA l'impose comme un acteur incontournable dans la région mais aussi lui procure énormément des soutiens financiers et matériels des USA dans le cadre de leur politique anti-terroriste. L'Ouganda est devenu pour la région ce que le Tchad représente dans les régions sahéliennes dans la lutte contre le terrorisme.

Il appartient aux Etats dont les populations sont la cible de cette nébuleuse et aux

20. Djerassem Mbaïorem, *En RCA, les victimes de la LRA n'ont qu'un seul espoir*. Disponible sur <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2012/4/4f8c3dd7c/rca-victimes-lra-nont-quun-seul-espoir.html>, consulté le 17 juin 2016.

21. LRA Crisis Tracker, *L'état de la LRA en 2016*. Disponible sur [http://www.google.cd/url?q=http://reliefweb.int/report/central-african-republic/lra-crisis-tracker-l-tat-de-la-lra-en-2016-mars-2016&](http://www.google.cd/url?q=http://reliefweb.int/report/central-african-republic/lra-crisis-tracker-l-tat-de-la-lra-en-2016-mars-2016&context=reliefweb), consulté le 17 juin 2016.

22. Radio France Internationale, RCA, à Obo, les habitants sont excédés par l'inaction des forces ougandaises. Disponible sur <http://www.fri.fr/afrique/20160615-rca-ouganda-lra-centrafrique-manifestations-obo-lutte>, consulté le 17 juin 2016.

institutions régionales et internationales qui les appuient de mettre en place des mécanismes qui concourent davantage à la sécurité de cette partie du territoire. Le rôle prépondérant est celui que doivent jouer les forces armées et la police de ces Etats. Il est mieux de coordonner les opérations militaires contre la LRA pour éviter ce cercle vicieux auquel la région assiste : la lutte contre la LRA en Ouganda l'a renvoyée au Soudan du Sud et en RDC ensuite en RCA. De fois, ces combattants opèrent à travers les trois frontières. Ce qui dénote d'une faible coordination dans cette lutte. C'est pourquoi la LRA profite de cette faille pour commettre son forfait.

En plus, l'épicentre des menaces ce groupe se situe très loin des capitales de ces Etats (à des milliers de kilomètre de Kinshasa par exemple) alors qu'actuellement, ces Etats font face à d'autres défis politiques et sécuritaires. Par conséquent, la question de la LRA semble reléguée au second plan. Le Soudan du Sud connaît un conflit qui est loin de se terminer constituant un enjeu prioritaire aux acteurs politiques. Il en est de même de la RDC dont les actions sont plus orientées vers le Kivu où pullule un kaléidoscope des groupes armés. La RCA qui a été durement touchée par la crise politique métamorphosée plus tard en tensions intercommunautaires est en cours de la reconstruction de l'appareil sécuritaire.

Actuellement, la seule force aguerrie qui combat la LRA est l'armée ougandaise avec l'appui d'une force spéciale américaine. Il faut souligner que l'Ouganda ne peut pas combattre seul ce groupe qui possède des tentacules dans la région. C'est pourquoi il est très important que les Etats victimes des attaques assument cette fonction régaliennne. Tout ceci pose comme condition la stabilité des institutions de ces pays et la volonté politique, sans oublier des actions militaires coordonnées à l'échelle régionale.

Evidemment, les actions militaires seules ne suffisent pas pour ramener la paix dans la région dans la mesure où les populations du milieu vivent dans une extrême pauvreté. Il ne serait pas étonnant de voir les membres de ces populations recrutés par des groupes armés. Ce défi soulève la question de la redistribution des richesses et de la réduction de la disparité dans le développement qui ont été à l'origine de la frustration des Acholi dont les membres se sont radicalisés. La plupart des velléités irrédentistes en Afrique sont le fait pour certains peuples de se sentir abandonnés voire exclus de la gestion de la chose publique. Aussitôt instrumentalisés à des fins politiques, de tels sentiments prennent des formes explosives comme il en a été le cas dans la région d'Azaouad au Nord-Mali, au Soudan du Sud, dans l'enclave de Cabinda (Angola), etc. Comment les Etats de la région font-ils face aux menaces asymétriques de la LRA ? Le paragraphe ci-dessous essaiera

d'apporter d'éclairage à ce sujet.

III. Les stratégies de riposte face à la LRA : un coup de pied dans la fourmilière

Depuis 2008, des opérations militaires régionales ont été menées contre ce groupe armé. Toutefois, ces opérations n'ont constitué qu'un coup de pied dans la fourmilière puisqu'elles ont entraîné la dispersion de ce réseau et le changement de son mode opératoire. Désormais il opère en groupuscules.

En septembre 2008, la force onusienne au Congo (MONUSCO), conjointement avec l'armée congolaise (FARDC), a lancé une opération dénommée « Rudia II » (Retour II), « Chuma Ngumi » (Poing d'acier). En plus, Des opérations militaires complémentaires conjointes dénommée Lightning Thunder "Coup de Tonnerre ou coup de foudre" ont été lancées, conjointement, par les Forces armées congolaises (FARDC) et ougandaises (UPDF) contre la LRA à partir du 14 décembre 2008. Ensuite, en 2014, une autre opération a été lancée, dénommée « Bienvenue à la Paix », contre cette nébuleuse en 2014²³. En outre, depuis le 22 novembre 2011 il a été mis sur pied un état-major commandement basé à Yambio (Soudan du Sud). Il s'agit d'un mécanisme conjoint de coordination doté d'un secrétariat à Bangui, présidé par le Commissaire à la paix et sécurité de l'UA.

Ce mécanisme africain est composé des ministres de la défense des quatre pays où sévit la LRA. A cela s'ajoute une équipe spéciale régionale constituée de 5 000 soldats provenant des pays victimes d'exaction de ce groupe armé et une unité opérationnelle comprenant trois secteurs, dont les postes de commandement sont installés à Dungu (RDC), à Obo (RCA) et à Nzara (Soudan du Sud)²⁴.

Quoi qu'il en soit, l'armée ougandaise reste la seule force visible sur le terrain dans la lutte contre la LRA. Elle est activement soutenue par les forces spéciales américaines d'Africom²⁵ pilotant, actuellement, des opérations militaires en RCA. L'Ouganda bénéficie

23. Le Potentiel, *Province Orientale : la MONUCO et les FARDC poursuivent leur traque contre la LRA*, article de presse paru, à Kinshasa, le 31 mars 2014.

24. Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur, S/2012/421I, p.8.

25. Il s'agit du Commandement des USA pour l'Afrique (En anglais United States Africa Command ou Africom). C'est un commandement unifié pour l'Afrique créé par le département de la défense des USA depuis 2007 et entré en fonction en 2008 pour coordonner toutes les actions militaires des USA en Afrique. Lire Wikipedia, Commandement des États-Unis pour l'Afrique. Disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/Commandement_des_%C3%89tats-Unis_pour_l%27Afrique, consulté le 30 mai 2016.

d'un soutien financier et logistique de la maison blanche évalué à environ 430 millions de dollars américains. Ces soutiens couvrent plusieurs secteurs, notamment la lutte anti-terroriste.

Ces stratégies militaires et opérationnelles dirigées contre ce groupe ont, sensiblement, réduit sa capacité de nuisance sans pour autant l'anéantir. La LRA a en grande partie déplacé sa base en Centrafrique et au Soudan du Sud à l'issue de différentes opérations militaires dirigées contre elle.

Estimée entre 500 et 3000 combattants²⁶, la LRA est considérablement affaiblie mais demeure toujours active. Elle est passée à une stratégie de prédation. Les dernières attaques enregistrées, notamment celles de juin 2016 contre les villages centrafricains à Obo et congolais à Bondo démontrent qu'elle défie désormais les forces de sécurité de la région.

Elle cible des villages éloignés de la présence des militaires où elle pille systématiquement les populations civiles vivant dans une extrême pauvreté. Ces attaques semblent alors indiquer que l'affaiblissement de ce groupe a modifié son agenda. Il combattrait désormais uniquement pour assurer sa survie. Les statistiques récentes ont montré que ce groupe que les attaques de ce groupe sont motivées par le pillage de la ration alimentaire, après avoir été laminé par la faim. Parmi eux, il existe encore des ougandais mais les rangs de la LRA ont aussi grossi avec les enfants soldats qu'elle a kidnappés au Soudan du Sud, en RCA et en RDC, dont certains étaient de jeunes écoliers²⁷. Ces derniers sont soumis aux sévices d'autres combattants adultes qui les menacent de mort en cas de tentative de fuite.

Toutefois, la reddition récente de Dominic Ongwen, une personnalité clé de ce groupe, aux troupes américaines en Centrafrique, doit lui avoir porté un coup fatal, après la mort de Vincent Otti et Raska Lukwiya, respectivement, deuxième et troisième chefs de ce groupe. Accusé des crimes de guerre et crimes contre l'humanité, Dominic Ongwen a été extradé à la Haye (Pays-Bas) où il attend son procès dont l'ouverture est annoncée pour le mois de décembre 2016 devant la Cour Pénale Internationale (CPI).

26. *Ibid.*

27. Dans son émission diffusée le 1er juin 2016, la Radio des Nations Unies en RDC (Radio Okapi) a indiqué que Dominic Ongwen, la troisième personnalité de ce groupe arrêté et transféré à la Haye pour les crimes commis a été lui-même kidnappé, au Nord de l'Ouganda, à l'âge de 14 ans quand il revenait de l'école.

Mais la survivance de Joseph Kony et de certains de ses lieutenants, notamment Okot Odhiambo et Odong Latek amenuise la chance de la paix dans cette région. Raison pour laquelle nous pensons que la survivance de ce groupe est intrinsèquement liée à celle de ses leaders.

Conclusion et recommandations

Il convient de souligner que la LRA est un mouvement qui a fondé sa lutte sur l'irrédentisme et un peu du messianisme mais surtout du syncrétisme. Son leader (Joseph Kony), voulait s'imposer comme le défenseur de la cause de sa communauté (Acholi), qu'il considérait comme un peuple marginalisé et opprimé par régime de Kampala.

La survie de la LRA dans le Nord de l'Ouganda (Gulu) a été liée aux soutiens dont elle a longtemps bénéficié du régime du Khartoum et de certains membres de sa communauté. Le rapprochement entre Omar El-Béchir et Museveni suivi du désaveu de la LRA par les peuples acholi et l'accroissement des soutiens américains dans le cadre de sa politique anti-terroriste ont, non seulement, précipité la débâcle de ce groupe mais aussi entraîné sa dispersion au Soudan du Sud, en RCA et en RDC. Ces trois Etats disposent d'un faible contrôle dans les zones où sévit, actuellement ce groupe.

L'affaiblissement de ce groupe a entraîné la modification de son agenda et de son mode opératoire. Il a fondé sa lutte sur des pratiques prédatrices en vue d'assurer sa survie et opère en groupuscules à l'instar des combattants guérilleros.

Sa persistance tient à la faible coordination des opérations dirigées à son encontre et au manque des renseignements précis. A cela s'ajoutent la baisse de la garde par l'armée ougandaise, la faible participation des Etats dont les populations sont la cible de ces groupes et, dans une certaine mesure, l'extrême pauvreté des populations habitant ces milieux.

Partant de cette grille d'analyse, les suggestions suivantes méritent d'être formulées:

- Face aux menaces asymétriques de la LRA, la reconstruction des Etats touchés par ces menaces est une condition impérative car son absence favorise le développement des

mouvements subversifs dans les régions devenues un no man's land ;

- Il est important pour les Etats de la région de se doter des unités opérationnelles spécifiques formées pour affronter ce genre des menaces ;
- Les approches militaires seules seraient minimalistes, raison pour laquelle il faut favoriser le développement des régions touchées par cette menace et d'intégrer ces populations dans la gestion de la chose publique en vue d'éviter des sentiments irrédentistes et sécessionnistes ;
- La population est appelée à jouer un rôle prépondérant à travers un Comité de Vigilance Citoyen (CVC) en synergie avec les forces de l'ordre.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- Djerassem Mbaiolem, *En RCA, les victimes de la LRA n'ont qu'un seul espoir*. Disponible sur <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2012/4/4f8c3dd7c/rca-victimes-lra-nont-quun-seul-espoir.html>, consulté le 17 juin 2016.
- Gourdin, P., *République centrafricaine : géopolitique d'un pays oublié*. Disponible sur <http://www.diploweb.com/Republique-centrafricaine.html>, consulté le 15 mai 2016.
- Radio Okapi, *Bas-Uélé : des kidnappings attribués à la LRA à Bondo*. Disponible sur <http://www.radiookapi.net/2016/06/07/emissions/dialogue-entre-congolais/bas-uele-des-kidnappings-attribues-la-lra-bondo>, consulté le 17 juin 2016.
- Radio France Internationale, *RCA, à Obo, les habitants sont excédés par l'inaction des forces ougandaises*. Disponible sur <http://www.fri.fr/afrique/20160615-rca-ouganda-lra-centrafrique-manifestations-obo-lutte>. consulté le 17 juin 2016.
- International Crisis Group, *L'Armée de résistance du seigneur : une stratégie régionale pour sortir de l'impasse*, Rapport Afrique N°157 – 28 Avril 2010.
- Le Potentiel, *Province Orientale : la MONUCO et les FARDC poursuivent leur traque contre la LRA*, article de presse paru, à Kinshasa, le 31 mars 2014.
- Lire Wikipedia, *Commandement des États-Unis pour l'Afrique*. Disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/Commandement_des_%C3%89tats-Unis_pour_l%27Afrique, consulté le 30 mai 2016.
- LRA Crisis Tracker, *L'état de la LRA en 2016*. Disponible sur <http://www.google.cd/url?q=http://reliefweb.int/report/central-african-republic/lra-crisis-tracker-l-tat-de-la-lra-en-2016-mars-2016&sa>, consulté le 17 juin 2016.
- Piquemal, L., « La guerre au Nord de l'Ouganda : une “solution militaire” sans issue ? », in *Afrique contemporaine* 2004/1 (n° 209), pp. 141-161.
- Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur, S/2012/421.

- Steven Spittaels et Filip Hilgert, *Cartographie des motivations derrière les conflits : Province Orientale (RDC)*, Anvers, 2010.
- Van Puijenbroek, J. et Plooijer, N., *How EnLightning is the Thunder? Study on the Lord's Resistance Army in the border region of DR Congo, Sudan and Uganda*, rapport IKV Pax Christi, february, 2009.